OBSERVATOIRE Défense &Climat

SYNTHÈSE

LES OPÉRATIONS HADR DANS LA CARAÏBE INSULAIRE À L'HEURE DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Novembre 2026



DGRIS

IRIS INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

L'Observatoire Défense et Climat, lancé en décembre 2016, a pour objectif d'étudier les enjeux de sécurité et de défense liés au climat.

Il est coordonné par l'IRIS dans le cadre du contrat réalisé pour le compte de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. Fort d'une équipe pluri et transdisciplinaire, l'Observatoire est composé de chercheurs spécialisés en relations internationales, sécurité, défense, migrations, énergie, économie, climatologie et santé. Il est dirigé par Mathilde Jourde et François Gemenne.

L'Observatoire a initié de nombreuses collaborations avec des partenaires européens (Pays-Bas, Luxembourg) et internationaux (Australie, États-Unis, Inde), des ONG internationales, des organismes publics nationaux et internationaux. Ces initiatives ont permis de renforcer la coopération sur les enjeux climatiques et leurs implications sécuritaires.

L'Observatoire Défense & Climat propose des rapports et notes, organise des séminaires restreints et des conférences ouvertes au public, et anime le podcast « Sur le front climatique ».

www.defenseclimat.fr

Le ministère des Armées fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle venant compléter son expertise interne. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense, qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, *« soit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme des instituts spécialisés »*.

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère des Armées. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère des Armées.

©Observatoire Défense et Climat / IRIS - Tous droits réservés

À PROPOS DE L'AUTEUR DE LA NOTE



Laurent Giacobbi / IRIS

Laurent Giacobbi est chercheur associé à l'IRIS et enseignant à l'Université des Antilles.

Ses aires de recherche s'articulent autour de la géopolitique de l'Amérique latine et de la Caraïbe. Chercheur au Laboratoire Patrimoine, Histoire, Esclavages, Environnement, Atlantique, Caraïbe (PHEEAC-UMR 8053) et référent d'enseignement de défense et de sécurité (REDS), il s'intéresse aux liens entre dérèglement climatique, action humanitaire et forces armées.

Auditeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et officier de réserve au sein des Forces armées aux Antilles (FAA), il est en charge du suivi géostratégique de la zone caribéenne au profit de l'état-major (questions de défense et de sécurité, influences étrangères, zones de crise, etc.).

CARTOGRAPHIE

Antoine Diacre / Responsable du pôle data, cartographie, infographie, IRIS

©Observatoire Défense et Climat / IRIS - Tous droits réservés

La **Caraïbe insulaire constitue un espace géographique et géopolitique fragmenté** qui s'étend sur plus de 4 000 km, de la péninsule du Yucatán, au Mexique, jusqu'aux côtes du Venezuela, et regroupe 13 États souverains[1] et 17 « micro-territoires insulaires » américains[2], britanniques[3], français[4] et néerlandais[5] aux statuts très divers (Giacobbi, 2025). Cet espace se caractérise par sa maritimité (Domergue, 2024), son « émiettement archipélagique »[6] (Audebert, 2022), son histoire façonnée par la colonisation, l'économie de plantation et l'esclavage (Sainton, 2004) et par une grande diversité économique[7] et culturelle (Cruse, 2011).

Pourtant, la région n'en constitue pas moins un **espace stratégique cohérent** : située à l'interface des Amériques, à proximité du canal de Panama et des grandes routes commerciales, migratoires et du narcotrafic, elle demeure directement intégrée aux intérêts de sécurité des États-Unis.

Le **risque cyclonique** constitue l'un des principaux facteurs d'unité de cet espace vulnérable, où des ouragans majeurs peuvent frapper des populations et des infrastructures souvent concentrées sur les littoraux. Dans les petits États insulaires, le passage d'un phénomène cyclonique peut rapidement dépasser les capacités nationales : dans ces conditions, les **opérations d'assistance humanitaire** (*Humanitarian Assistance and Disaster Relief* - HADR) **associent administrations locales, organisations régionales, institutions internationales, acteurs humanitaires et forces armées**. Ces dernières interviennent surtout dans les premières phases de la crise, grâce à leurs moyens de projection, de commandement et de soutien.

Dans le prolongement des travaux déjà menés par l'Observatoire Défense et Climat[8], cette note examine l'évolution du risque cyclonique, l'organisation et les tensions de l'architecture HADR, puis les recompositions géopolitiques qu'elle révèle. Elle se conclut par des orientations destinées aux forces armées, à la fois pour consolider leur coopération internationale et pour poursuivre leur adaptation opérationnelle.

[1] Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Cuba, Dominique, Grenade, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago.
[2] Îles Vierges états-uniennes et Porto Rico.
[3] Anguilla, îles Caïmans, îles Turques-et-Caïques, îles Vierges britanniques et Montserrat.
[4] Guadeloupe, Martinique, Saint-Barthélemy et Saint-Martin.
[5] Aruba, Bonaire, Curaçao, Saba, Sint Eustatius et Sint Maarten.
[6] Les Bahamas comptent environ 700 îles et plus de 2 000 îlots, dont seulement une quarantaine sont habités en permanence.
[7] En 2021, le PIB par habitant passait de 1 883 $ en Haïti à 27 476 $ aux Bahamas.
[8] En particulier : de Guglielmo Weber, M. & Duffau, E. (2024). Interventions de secours d'urgence en réponse aux catastrophes climatiques : quel rôle et quels enjeux pour les forces armées françaises ? Observatoire Défense et climat, IRIS. https://defenseclimat.fr/wp-content/uploads/2024/06/ObsDefClim_2024_05_HADR_Note_FR.pdf et de Guglielmo Weber, M. (2022). Vulnérabilité climatique dans la Caraïbe insulaire : quelles implications sécuritaires ? Observatoire Défense et Climat, IRIS. https://www.iris-france.org/171792-vulnerabilite-climatique-dans-la-caraibe-insulaire-quelle-implications-securitaires/.

I. DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES ET ÉVOLUTION DU RISQUE CYCLONIQUE

A – Les cyclones tropicaux : définition, mesures et trajectoires

Un cyclone tropical est une **perturbation atmosphérique tourbillonnaire** organisée autour d'une zone de très basse pression, alimentée par les échanges d'énergie entre l'océan chaud et l'atmosphère. Sa formation, ou cyclogenèse, suppose plusieurs conditions[9]. Dans l'Atlantique Nord, ce phénomène météorologique extrême est désigné sous le terme **d'ouragan** ; dans le nord-ouest du Pacifique, ces mêmes tempêtes sont appelées **typhons**.

L'échelle de Saffir-Simpson classe les ouragans en cinq catégories en fonction de la vitesse maximale des vents ; les catégories 3, 4 et 5 correspondent aux ouragans majeurs. De 1951 à 2024, 888 systèmes nommés ont été recensés dans le bassin atlantique, dont 469 ouragans ; 185 ont atteint le stade d'ouragan majeur et 28 la catégorie 5. **La Caraïbe insulaire a été concernée par 103 phénomènes**.

B – Les évolutions du risque cyclonique sous l'effet des changements climatiques

Vers une transformation qualitative des phénomènes cycloniques

Plusieurs travaux scientifiques prévoient **une stagnation, voire une diminution, du nombre total de cyclones tropicaux dans certains bassins**. En revanche, ils indiquent une **augmentation de la proportion des phénomènes les plus intenses**, notamment des ouragans de catégories 4 et 5. La transformation du risque tient donc davantage au potentiel destructeur des phénomènes qu'à leur nombre.

L'intensification rapide représente une deuxième évolution déterminante : elle désigne **l'augmentation brutale de l'intensité d'un cyclone en un laps de temps court**[10], parfois à plusieurs reprises, y compris à l'approche des côtes. Ce phénomène raccourcit les délais d'anticipation et complique le prépositionnement des secours. Des **modifications spatiales**, notamment des trajectoires s'orientant davantage vers le nord, ou saisonnières, avec un élargissement de la période d'exposition, restent également possibles.

[9] Une température de surface de la mer généralement supérieure à 26,5 à 27 °C, une couche océanique chaude suffisamment profonde, une atmosphère instable et humide, un faible cisaillement vertical des vents, une perturbation initiale préexistante et une distance suffisante à l'équateur pour permettre l'effet de la force de Coriolis.
[10] La plupart des études retiennent un gain d'au moins 25 ou 30 nœuds en vingt-quatre heures.

L'hydrologisation du risque cyclonique dans la Caraïbe

L'évolution la plus structurante pour les territoires caribéens concerne la **place croissante des aléas hydrologiques.** Les **précipitations extrêmes, les crues soudaines et les glissements de terrain** peuvent provoquer des dommages aussi importants que les vents. De nombreuses projections indiquent notamment une **hausse significative des pluies dans le cœur des cyclones**, tandis que certaines études estiment que les changements climatiques ont déjà accru l'intensité des précipitations associées d'environ 15 %.

La **dimension marine complète cette hydrologisation**. Les **submersions cycloniques** figurent parmi les aléas les plus meurtriers : le *wave setup*[11] joue un rôle majeur dans les niveaux marins maximaux atteints au rivage lors des épisodes cycloniques, tandis que les **vagues extrêmes** associées aux cyclones pourraient également augmenter. Cette combinaison entre pluies, crues, surcote, vagues et niveaux marins extrêmes peut produire des phénomènes de *compound flooding*, ou inondation composée, entraînant des **effets destructeurs démultipliés** sur les populations et les infrastructures**.**

II. L'ARCHITECTURE HADR CARIBÉENNE : UNE ORGANISATION MULTISCALAIRE SOUS TENSION

A – Un écosystème HADR dense et complexe

La réponse aux catastrophes naturelles dans la Caraïbe repose sur une **architecture de gouvernance multiniveaux** associant acteurs locaux, organisations régionales, institutions internationales et forces armées.

Les organisations civiles : de la réponse nationale à la gouvernance régionale

Le **premier niveau de réponse est constitué d'organismes nationaux de gestion des catastrophes**. Tous les États de la Caraïbe insulaire disposent aujourd'hui d'une structure permanente chargée des premières décisions de gestion de crise, de l'activation des plans d'urgence, de l'évaluation des dommages et des demandes d'assistance internationale.

Lorsque les capacités nationales sont dépassées, les **mécanismes régionaux et internationaux prennent le relais**. Les **Nations unies**, à travers **l'OCHA** (*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*) et les équipes UNDAC (*United Nations Disaster Assessment and Coordination*), participent à l'évaluation et à la coordination de l'aide ; **l'Union européenne** intervient notamment par

[11] Élévation du niveau moyen de l'eau au voisinage du rivage provoquée par le déferlement des vagues.

l'intermédiaire de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire (DG ECHO), du Mécanisme européen de protection civile et des données cartographiques Copernicus.

À **l'échelle régionale**, la ***Caribbean Disaster Emergency Management Agency*** (CDEMA) constitue le principal **centre de gravité de la gouvernance régionale**. Créée en 1991, cette agence de la Communauté caribéenne (CARICOM) est chargée de la réponse aux catastrophes, de la réduction des risques et de l'adaptation aux dérèglements climatiques. La **Plateforme d'intervention régionale Amériques-Caraïbes** (PIRAC) de la Croix-Rouge française, implantée en Guadeloupe, complète cette architecture grâce à ses stocks prépositionnés et à ses équipes d'intervention.

Les acteurs militaires : la capacité opérationnelle de la réponse HADR

Les **forces armées interviennent en appui des autorités civiles** en mettant en œuvre leurs **capacités de projection, de transport et de commandement**, indispensables aux premières phases de la crise. Leur intervention porte notamment sur le désenclavement des territoires sinistrés, l'acheminement de l'aide et le rétablissement des capacités logistiques, avant de laisser progressivement place aux acteurs civils chargés de l'assistance dans la durée et de la reconstruction. À l'échelle régionale, le *Regional Security System* (RSS), basé à la Barbade, et la *CARICOM Disaster Relief Unit* (CDRU) organisent des contributions régionales, mais les **capacités de projection des forces armées de ces petits États insulaires demeurent limitées**.

Parmi les acteurs extérieurs, le ***United States Southern Command*** **demeure le principal fournisseur de capacités militaires**. Son architecture interarmées, ses moyens navals, amphibies et aériens ainsi que ses capacités logistiques lui permettent de projeter rapidement des moyens importants sur l'ensemble du bassin caribéen comme lors des opérations HADR conduites après les ouragans Matthew (2016), Irma et Maria (2017), Dorian (2019) ou Melissa (2025). **La France constitue un autre acteur majeur par sa présence permanente** : les Forces armées aux Antilles (FAA), implantées en Martinique, disposent de moyens navals et terrestres ainsi que d'hélicoptères, tout en s'appuyant pour certaines fonctions aériennes sur les Forces armées en Guyane (FAG). Le **dispositif néerlandais** CZMCARIB, basé à Curaçao, assure, lui aussi, une présence opérationnelle permanente, tandis que le Royaume-Uni et le Canada peuvent contribuer par des déploiements ponctuels.

B – Un dispositif HADR en recomposition

Cet écosystème du secours connaît toutefois des transformations sous l'influence conjointe de l'adaptation des acteurs étatiques traditionnels aux effets des dérèglements climatiques et de l'inflexion de la politique états-unienne depuis le retour de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis en 2025.

L'adaptation des acteurs traditionnels

Le **facteur climatique est désormais davantage intégré aux stratégies de défense des acteurs prépositionnés**. Les **États-Unis** ont été les premiers à considérer le climat comme un « multiplicateur de menaces » ; la **France** a formalisé son approche dans la *Stratégie défense et climat de 2022* ; les **Pays-Bas** ont incorporé la gestion des catastrophes au contrat opérationnel de leurs forces caribéennes. Les adaptations capacitaires privilégient des **moyens polyvalents** : le BSAOM Dumont d'Urville illustre, pour les FAA, l'intérêt d'un bâtiment apte au transport et au débarquement de l'aide dans un environnement archipélagique ; les forces néerlandaises disposent notamment du HNLMS Pelikaan et de capacités de surveillance par drones.

Cette adaptation repose enfin sur une évolution de la préparation opérationnelle. **L'exercice Caraïbes**, conduit par les FAA, est devenu **un rendez-vous régional important pour l'interopérabilité civilo-militaire**. L'édition 2022 a rassemblé près de 2 500 participants de cinq nations ; celles de 2024 et 2026 ont bénéficié de l'apport de la mission navale française Jeanne d'Arc et de moyens amphibies projetés. La création de **l'Académie des Caraïbes** en 2025, avec une première session en 2026, prolonge cette dynamique de formation, de partage d'expériences et de diplomatie de défense.

Les effets de Trump 2.0

Le second mandat de Donald Trump constitue une inflexion majeure dans la géopolitique de l'urgence caribéenne. Tout en réaffirmant la région comme un espace d'intérêt stratégique prioritaire, autour des enjeux de souveraineté, de lutte contre l'immigration clandestine et le narcotrafic, Washington relègue désormais le climat au second plan. Le retrait de l'Accord de Paris, la suppression d'une partie des programmes fédéraux consacrés au climat et les réductions d'effectifs au sein de la *National Oceanic and Atmospheric Administratio*n (NOAA) **s'accompagnent d'une remise en cause de la coopération scientifique régionale**, notamment à travers la suspension du partage de certaines données satellitaires utilisées pour la surveillance des cyclones dans l'Atlantique.

Cette logique de désengagement touche également la politique états-unienne d'aide internationale. Le démantèlement en 2025 d'USAID (*United States Agency for International Development*) se traduit par une contraction du budget états-unien consacré à l'assistance internationale. **Pour la Caraïbe, cette contraction est d'autant plus significative qu'USAID intervenait sur l'ensemble du cycle de gestion des catastrophes** : sensibilisation, systèmes d'alerte, prépositionnement de stocks, équipes d'évaluation et financement des organisations régionales. En 2020, l'agence avait, par exemple, accordé 4,5 millions de dollars US à la CDEMA afin de renforcer les capacités régionales de préparation aux catastrophes, avant de financer en 2023 de nouveaux équipements de télécommunications. Ce

désengagement modifie le paysage des partenariats et participe d'une recomposition de la géopolitique de l'urgence caribéenne.

III. LE HADR À L'ÉPREUVE DES RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES CARIBÉENNES

A – Une redistribution des rôles à l'échelle régionale

Cuba et le Venezuela : deux modèles de diplomatie humanitaire affaiblis

Cuba est depuis plusieurs décennies un acteur majeur du HADR dans la Caraïbe grâce à sa diplomatie médicale et à ses brigades de santé, notamment le contingent Henry Reeve, créé en 2005[12]. Pourtant, **la crise économique et énergétique et les pressions états-uniennes** exercées sur la coopération sanitaire cubaine, en particulier en matière de visas, affaiblissent ce modèle historique.

Le **Venezuela** a développé, depuis le début des années 2000, une **stratégie d'influence extérieure fondée sur la rente pétrolière et s'exprimant par une diplomatie HADR particulièrement active** qui a régulièrement mobilisé des moyens militaires[13]. Aujourd'hui, l'effondrement économique ainsi que l'intervention militaire états-unienne de janvier 2026 ont considérablement réduit les capacités d'action extérieure du régime : à l'instar de Cuba, le Venezuela est progressivement devenu un **bénéficiaire majeur de l'aide internationale**, situation illustrée par le double séisme du 24 juin 2026[14].

Brésil et Colombie : la progressive affirmation des ambitions latino-américaines

Le **Brésil** nourrit depuis les années 2000 l'ambition de s'affirmer comme le **porte-parole du « Sud global »**, mais la Caraïbe reste un espace secondaire, à l'exception d'Haïti[15]. Le retour de Lula au pouvoir en 2023 s'est accompagné d'une **relance de cette ambition**, illustrée par le rachat à la Royal Navy de trois bâtiments amphibies de la classe Round Table, offrant à la Marinha do Brasil une **capacité de projection HADR parmi les plus importantes d'Amérique latine**. Ces moyens n'ont toutefois pas encore été déployés lors de récentes catastrophes cycloniques dans la Caraïbe.

[12] Son action la plus emblématique est menée en Dominique après l'ouragan Maria (2017), avec le renfort d'une brigade médicale, puis le déploiement exceptionnel du patrouilleur *Río Jatibonico*, transportant 300 tonnes d'aide humanitaire.
[13] En 2015, après l'ouragan Erika, un avion C-130 Hercules et le patrouilleur maritime *Yekuana* des *Fuerzas Armadas Nacionales Bolivarianas* (FANB) ont acheminé plus de 2 000 tonnes d'aide en Dominique. En 2017, les FANB ont déployé un nouveau C-130 pour participer à l'évacuation des 2 000 habitants de Barbuda menacés par l'ouragan Irma.
[14] La France y a notamment déployé 85 secouristes et acheminé 44 tonnes d'aide humanitaire, dont une partie à bord du BSAOM *Dumont d'Urville*.
[15] Après le séisme de 2010 puis l'ouragan Matthew en 2016, Brasilia a mobilisé d'importants moyens navals et aériens pour porter secours à Port-au-Prince.

À l'inverse, la **Colombie** s'est engagée plus directement dans la région à travers des **opérations de secours mobilisant des moyens aériens et navals** à destination de Cuba ou d'Haïti[16]. En 2021, Bogotá a créé la Brigada de Rescate e Intervención en Atención de Desastres (BRIAD), unité spécialisée de près de 950 militaires destinée aux interventions nationales et extérieures. La Colombie apparaît ainsi aujourd'hui comme le **partenaire latino-américain ayant le plus clairement institutionnalisé le HADR comme instrument de politique étrangère et de coopération régionale**.

La montée en puissance des États caribéens

Certaines forces armées caribéennes ont, elles aussi, intégré les changements climatiques et les opérations HADR dans leur organisation et dans le développement de leurs capacités. La **République dominicaine** consacre un chapitre entier de son premier Livre blanc de la Défense, publié en 2022, à cette question et a créé le Cuerpo Especializado de Mitigación a Emergencias y Desastres (CEMED), unité interarmées permanente spécifiquement chargée de la prévention et de la réponse aux catastrophes naturelles. La **Jamaica Defence Force** (JDF) suit une trajectoire comparable : en 2024, les forces armées jamaïcaines ont organisé l'exercice Event Horizon, réunissant des composantes navales et aériennes ainsi que des garde-côtes de onze nations autour d'un scénario de réponse à un cyclone dans la Caraïbe.

B – L'urgence humanitaire, nouveau terrain d'influence d'acteurs extrarégionaux

Parallèlement à cette montée en puissance des acteurs régionaux, le **HADR caribéen attire de nouveaux acteurs intervenants extrarégionaux** qui mobilisent l'assistance humanitaire comme un **nouvel instrument de présence et d'influence dans la Caraïbe** (de Guglielmo Weber et Duffau, 2024).

La Chine, nouvelle puissance humanitaire dans la Caraïbe ?

Si elle n'a, jusqu'à présent, que très rarement conduit de véritables opérations HADR dans la Caraïbe à la suite d'ouragans, la **République populaire de Chine** (RPC) a néanmoins renforcé sa présence par les **tournées de navires-hôpitaux** de l'Armée populaire de libération, les **dons matériels et financiers** et le **soutien ponctuel à des organismes de protection civile**. Ainsi, les **escales du navire-hôpital Silk Road Ark** en Jamaïque à la fin de 2025, peu après l'ouragan Melissa, ont permis à la RPC de valoriser son assistance sanitaire au moment même où les États-Unis déployaient leur groupe aéronaval dans

[16] En 2017, lors de l'ouragan Irma, un Boeing 727-200 *Vulcano* de la Fuerza Aérea Colombiana (FAC) a transporté vers Cuba 15 tonnes d'aide humanitaire d'urgence. En 2024, la Colombie a envoyé un avion C-130 Hercules chargé de matériel de secours à Cuba après les ouragans Oscar et Raphaël. En 2025, après le passage de l'ouragan Melissa, le patrouilleur océanique *Victoria* de l'Armada de la República de Colombia (ARC) a acheminé 244 tonnes de fret humanitaire à Santiago de Cuba, tandis qu'un Boeing 737-400 de la FAC acheminait 14 tonnes de matériel en Haïti.

le cadre de la lutte contre le narcotrafic. La stratégie chinoise s'insère dans une **politique plus large de développement économique et de compétition diplomatique avec Taïwan**. La portée opérationnelle de cette stratégie d'influence reste toutefois limitée par les distances et une insertion encore faible dans les mécanismes régionaux tels que la CDEMA.

C – Une diversification rapide de nouveaux intervenants

Un **nombre croissant d'acteurs extrarégionaux investissent désormais l'espace humanitaire caribéen**, illustrant l'affirmation d'une véritable **géopolitique de l'urgence**.

L'Inde apparaît, dans ce domaine, comme le nouvel acteur le plus ambitieux. Après des aides aux Bahamas (2019) et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines (2024), elle a déployé, après l'ouragan Melissa en 2025, un avion de transport militaire C-17 emportant du matériel humanitaire et un hôpital mobile vers la Jamaïque et Cuba. Ce recours assumé aux capacités militaires, combiné au renforcement du dialogue Inde-CARICOM, témoigne de la **volonté de New Delhi de s'imposer comme un partenaire crédible du HADR caribéen**.

Les **monarchies du Golfe** constituent des acteurs plus récents pour qui l'aide humanitaire complète une stratégie plus large de **diversification économique et d'affirmation internationale**. Ainsi, en 2024, après le passage de l'ouragan Beryl, l'Arabie saoudite a fait don de 21 conteneurs humanitaires à Grenade. En 2025, en coordination avec la CDEMA, l'Emirates Development Agency (EDA) a également envoyé en Jamaïque des denrées de première nécessité et des matériaux pour la construction d'abris après le passage de Melissa.

Taïwan concentre son aide sur les quatre États caribéens qui reconnaissent Taipei[17]. Les dons de vivres, d'équipements et de fonds à la suite de catastrophes contribuent à préserver ses partenariats dans le contexte de la **rivalité avec Pékin**.

[17] Haïti, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

IV. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES ET RECOMMANDATIONS OPÉRATIONNELLES POUR LES FORCES ARMÉES FRANÇAISES

Dans un contexte de recomposition des équilibres géopolitiques régionaux, l'action HADR des FAA constitue un **vecteur majeur de la présence stratégique française dans la Caraïbe**. La France dispose dans ce domaine d'atouts singuliers : sa présence territoriale lui confère une connaissance fine de l'environnement caribéen, prolongée par un réseau diplomatique régional dense, tandis que ses forces armées disposent d'une expérience éprouvée de la gestion des catastrophes.

Dans le prolongement de la *Stratégie défense et climat* (2022), de la *Revue nationale stratégique* (2025) et de la LPM actualisée en 2026, les **recommandations suivantes visent à consolider la dynamique engagée autour de deux axes complémentaires : le renforcement des coopérations régionales et la poursuite de l'adaptation des FAA aux effets des dérèglements climatiques**.

A – Ancrer le HADR comme axe structurant de la coopération régionale française

Approfondir la coopération HADR avec les Pays-Bas.

- Renforcer la complémentarité des capacités françaises de projection et des moyens néerlandais de surveillance[18], notamment dans le cadre d'exercices conjoints[19].
- S'appuyer sur le Multi-National Caribbean Coordination Cell (MN3C) pour mieux coordonner les moyens militaires européens prépositionnés et faciliter leur articulation avec les mécanismes civils régionaux.

Structurer un réseau resserré de partenaires militaires régionaux.

- Faire de la Colombie un partenaire privilégié de la coopération HADR en complément des coopérations engagées dans le cadre de la lutte contre le narcotrafic.
- Approfondir les relations avec les partenaires caribéens (République dominicaine, Jamaïque), par des échanges d'expertises et des participations croisées aux exercices régionaux.

Pérenniser l'exercice Caraïbes et l'Académie des Caraïbes comme cadres de référence régionaux en matière de HADR.

[18] Notamment les Dash-8 et les MQ-9 Reaper déployés à Curaçao.
[19] Avec, par exemple, la participation croisée des FAA à l'exercice néerlandais Calm Horizon 2025 et celle du CZMCARIB à l'exercice Caraïbes.

- Consolider ces deux instruments complémentaires d'interopérabilité opérationnelle et de formation des partenaires régionaux.
- Envisager la participation ponctuelle de moyens projetés depuis l'Hexagone - notamment PHA, A400M ou autres capacités de transport et de soutien - afin d'éprouver les chaînes de renfort et de conforter l'influence française dans la région.

Conforter la CDEMA au centre de la stratégie française de coopération HADR.

- Exploiter l'accord FAA-CDEMA de juin 2026 pour développer la préparation conjointe, les formations, les échanges d'informations et les RETEX.
- Approfondir les relations opérationnelles avec le Regional Security System (RSS), qui dispose de moyens aériens, avec les deux C-26A de son Air Wing.

B – Poursuivre la dynamique d'adaptation des FAA au dérèglement climatique

ACCROITRE LES CAPACITES D'ACCUEIL ET DE PROJECTION AERIENNE DES FAA.

- Garantir la disponibilité de moyens aériens de renfort pendant la saison cyclonique et poursuivre les exercices de projection de type Balbuzard.
- Renforcer les capacités d'accueil des plateformes antillaises, en particulier la zone militaire de la plateforme aéroportuaire de Guadeloupe[20], afin de faciliter l'arrivée de renforts et de consolider une escale aérienne de crise à vocation régionale.

DEVELOPPER L'AUTONOMIE DE PROJECTION AMPHIBIE DES FAA.

- Compléter l'arrivée programmée d'un EDA-S par l'étude de l'opportunité de disposer d'une capacité amphibie de type BATRAL ou équivalent, afin d'accroître l'autonomie, l'allonge et les capacités d'emport des FAA.
- Envisager, en complément ou en alternative, la contractualisation saisonnière de bâtiments civils de transport.

Accélérer la dronisation des FAA au service de la connaissance, de l'anticipation et de l'action HADR.

- Développer les capacités de surveillance par drones pour l'évaluation des dégâts, la reconnaissance des zones sinistrées et la priorisation des secours, tout en valorisant leur intérêt dual dans la lutte contre le narcotrafic.

[20] Où se trouvent l'entrepôt régional humanitaire de la PIRAC et les stocks de la Sécurité civile.

- Renforcer parallèlement la formation des personnels afin de disposer d'un vivier suffisant d'opérateurs.

RENFORCER LA RESILIENCE DU DISPOSITIF MILITAIRE ANTILLAIS.

- Accélérer l'adaptation des infrastructures militaires exposées aux risques climatiques, notamment la base navale de Fort-de-France et le PAE du Lamentin.
- Prioriser la protection des installations sensibles, des réseaux de communication et des infrastructures portuaires afin de garantir la continuité des missions après un cyclone.

Créer une cellule d'analyse et d'anticipation « climat-sécurité » au sein des FAA.

- Mettre en place une structure associant expertise militaire, Météo-France et partenaires scientifiques régionaux afin d'assurer une veille sur les effets à long terme de l'évolution du risque cyclonique sur les missions et les capacités des FAA.
- Élargir cette veille aux effets sécuritaires régionaux des dérèglements climatiques pour renforcer l'expertise et l'influence des FAA en matière de sécurité climatique (sécheresses inondations, ...).

ANNEXE 1. CARTE 1 : FORCES ARMEES ET INSTITUTIONS HADR DANS LA CARAÏBE INSULAIRE

Forces armées et institutions HADR dans la Caraïbe insulaire

Forces armées et forces de sécurité intérieure

60 000 — Forces armées

690 — Forces de sécurité intérieure*

**Dominique, Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines ne disposent pas d'armée mais uniquement de forces de police.*

◇ Principales bases des forces non caribéennes

◇ États-Unis ◇ France ◇ Pays-Bas

Sièges des institutions HADR dans la région

★ Siège de la CDEMA - *Carribean Disaster Emergency Management Agency*

★ États participants à la CDEMA

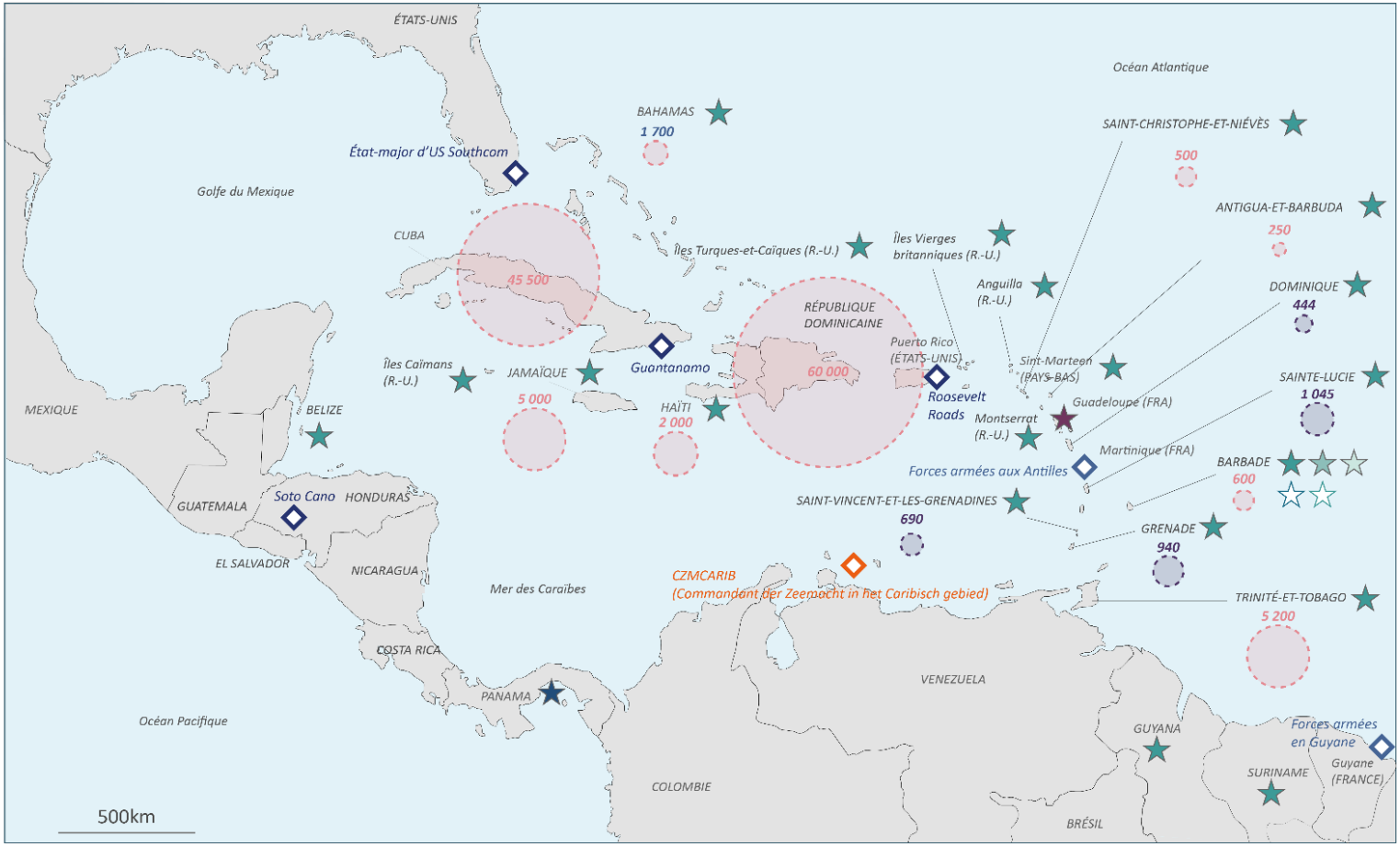
☆ Siège du Regional Security System

★ Croix-Rouge Française : Plateforme d'Intervention Régionale d'Amériques-Caraïbes (PIRAC)

★ Bureau régional d'OCHA pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ROLAC)

☆ Bureau du Programme alimentaire mondial

☆ Délégation de l'Union européenne



Sources : CDEMA, CARICOM, Regional Security System

ANNEXE 2. CARTE 2 : OURAGANS DE CATEGORIE 5 ET INTERVENTIONS HADR DANS LA CARAÏBE INSULAIRE ENTRE 2017 ET 2025

Ouragans de catégorie 5 et interventions HADR (*Humanitarian Assistance and Disaster Relief*) dans la Caraïbe insulaire entre 2017 et 2025

Classification des ouragans selon l'échelle de Saffir-Simpson

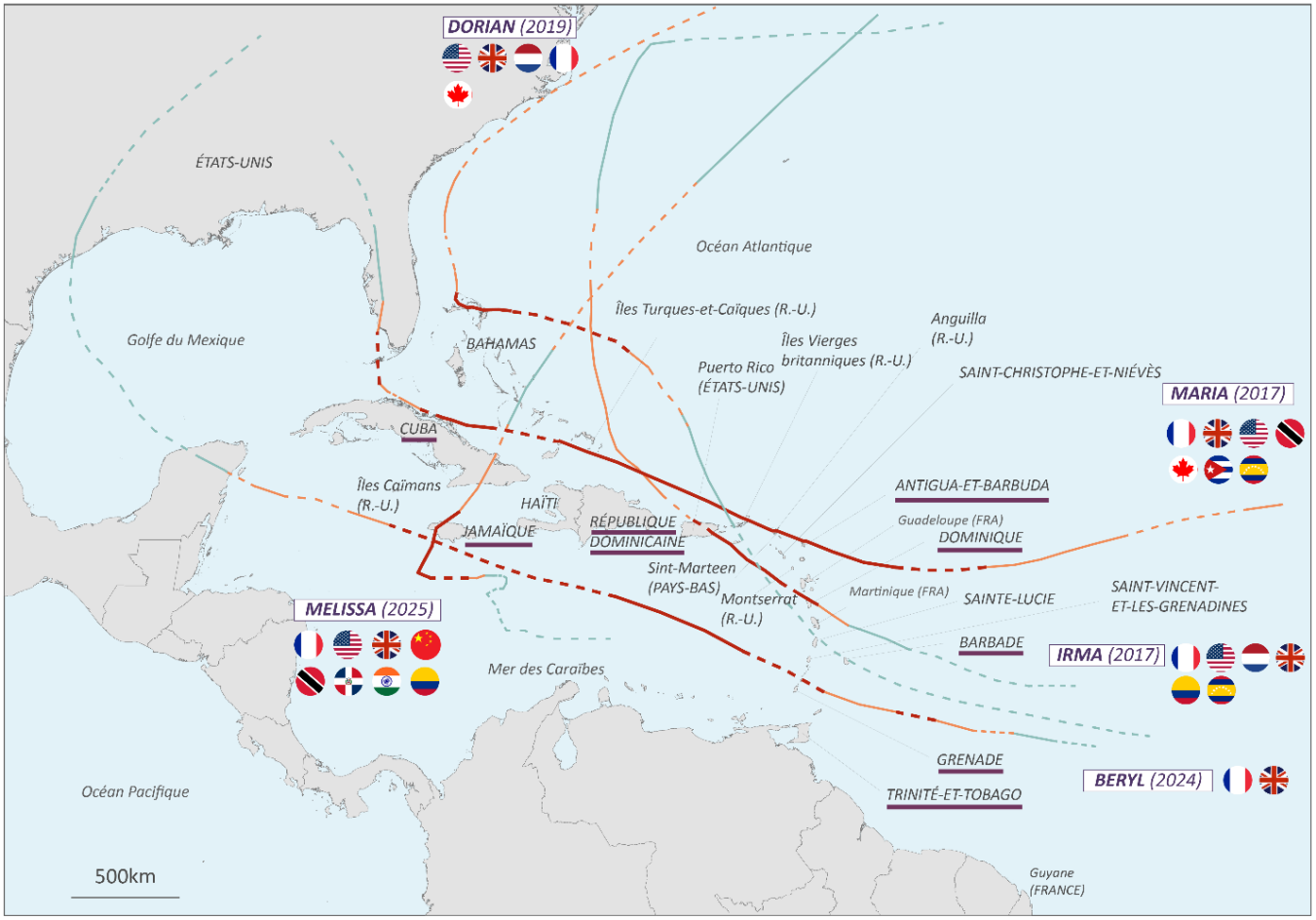
- Tempête tropicale - entre 63 et 118 km/h
- CLASSE 1 – entre 119 et 153 km/h
- CLASSE 2 – entre 154 et 177 km/h
- CLASSE 3 – entre 178 et 208 km/h
- CLASSE 4 – entre 209 et 251 km/h
- CLASSE 5 – supérieurs ou égaux à 252 km / h

Interventions HADR menées en lien avec les ouragans

- France
- États-Unis
- Pays-Bas
- Royaume-Uni
- Colombie
- Venezuela
- Canada
- Cuba
- République dominicaine
- Trinité-et-Tobago
- Chine
- Inde

CUBA — Escales réalisées par la Mission médicale *Harmonious Mission* de l'Armée populaire de libération de Chine

2011 : Cuba, Jamaïque, Trinité-et-Tobago
2015 : Barbade, Grenade
2018 : Grenade, Dominique, Antigua-et-Barbuda, République dominicaine
2025 : Jamaïque (Kingston et Falmouth), Barbade



Sources : National Oceanic and Atmospheric Administration, ONU – Bureau de la coordination des affaires humanitaires

L'ANALYSE DES ENJEUX SÉCURITAIRES ET DE DÉFENSE LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PUBLICATIONS | PODCAST « SUR LE FRONT CLIMATIQUE » | ÉVÈNEMENTS

OBSERVATOIRE Défense & Climat

www.defenseclimat.fr